DÉCLARATION FNEC-FP-FO

CHSCTA EXCEPTIONNEL

26 AVRIL 2021

Académie de Bordeaux

Madame la Rectrice,
Mesdames et messieurs les membres du CHSCTA,

A l'heure où le premier ministre s'émeut de « signes inquiétants d'inflation normative », paraît une nouvelle FAQ, devenue circulaire par la simple parole ministérielle, de plus de 40 pages, ajoutant à l'incompréhension et à l'impression que rien n'est sous contrôle, que tout est renvoyé, par défaut, aux échelons locaux, pire à un simple bon sens qui leur est habituellement nié.

Madame la Rectrice, notre fédération n'a eu de cesse de le marteler depuis les premiers errements des jeunes non contaminants, des masques inefficaces, il n'est pas possible de concilier une politique de maintien d'ouverture des classes, des établissements coûte que coûte et d'assurer la protection que les personnels sont en droit d'exiger sans répondre à leurs revendications légitimes, elles, empreintes de bons sens pour le coup.

Quoi de plus sensé que de revendiquer l'application stricte du Code de travail et non une politique SST qui varie selon les stocks ou les décisions d'un conseil ad hoc dont la légitimité laisse à désirer ? Quoi de plus sensé que d'exiger que les demi-jauges, et maintenant leur extension, renvoyant des milliers d'élèves chez eux, dégradant les conditions de travail d'enseignants contraints de jongler entre présentiel et distanciel, s'accompagnent d'un recrutement massif de personnels sous statut et de l'arrêt de toutes les suppressions de postes prévues pour la rentrée. L'annonce bien tardive de l'embauche de 5000 contractuels - dans quelles conditions ? - ne pourra répondre aux besoins tant la pénurie est apparue criante pour satisfaire ne serait-ce que le remplacement des personnels vulnérables. Non, le saupoudrage de contractuels précaires n'est pas une solution sensée. Nous continuons par ailleurs de dénoncer la généralisation de l'enseignement à distance, mode d'organisation du travail imposé en dehors de tout cadre règlementaire et devenu « service d'enseignement à distance », la ficelle est bien visible désormais. Cela confine au mépris.

Et que penser de la campagne de tests salivaires et auto-tests ? Que notre fédération la demande depuis plus d'un an mais sous la responsabilité de personnels de santé et non livrée une nouvelle fois aux aléas locaux, aux personnels volontaires dont la responsabilité pourra de nouveau être recherchée. Elle ne répond en rien à l'urgence du moment, ni par sa rigueur, ni par les moyens mis à disposition. Heureusement, l'utilisation de capteurs de CO_2 est maintenant préconisée. Si nous n'étions pas des optimistes convaincus et si la préconisation s'accompagnait de moyens, nous dirions que c'est un moyen de rassurer à moindre frais. Mais nous nous contenterons de vous rappeler, Madame la Rectrice, que nous vous alertions l'an dernier que des classes de l'académie ne possédaient aucun moyen de ventilation, c'est toujours le cas. Vivement qu'elles soient équipées de capteurs !

Pour ce qui concerne la protection des personnels, au delà de ce que nous avons déjà souligné, nous saluons l'avancée que représente la vaccination prioritaire des personnels de 55 ans et plus, alors que l'ensemble de la population de 55 ans et plus est invitée à le faire. Elle n'est dès lors qu'un coupe file pour files vides. Tout comme nous nous interrogeons sur le sort des personnels cas contact d'un élève positif, le chef d'établissement, devenu adjoint de l'ARS, devra décider de la pertinence de l'isolement - d'après quels critères ? -, alors qu'il est sensé assurer le maintien d'un maximum de classes ouvertes. Nous rappelons qu'il est demandé expressément que les personnels ayant les classes soient avertis d'un cas d'élève déclaré positif. Cela a largement fait défaut jusqu'à présent et conduit à dégrader les conditions de travail.

Enfin, cette nouvelle FAQ, ce nouveau nouveau néo protocole appelle des interrogations que nous ne manquerons pas de soulever. En voici quelques-unes auxquelles nous croyons qu'il est urgent d'apporter votre éclairage. Comment faire avec des internes déclarés positifs alors que les parents se trouvent à l'autre bout de l'académie et que l'usage des contacts de proximité a été abandonnée dans beaucoup d'internats ? Comment concilier les injonctions qui veulent que les classes à examens soient prioritaires et celle qui ouvre la possibilité d'organiser un enseignement hybride dont tous doivent bénéficier a minima de 50% de présentiel ? Comment comprendre qu'il est demandé de renforcer les gestes barrières dans les cas positifs sans comprendre que les gestes barrières habituels sont allégés ? Quel message est-il envoyé aux personnels ? En cas de survenance d'un variant exotique pourriez-vous éclairer ce qu'est « une étude approfondie des contacts » ? Qui la mène ? Avec quels moyens ? Quelle formation ? Pour les auto-tests, qui seront les « encadrants formés » ? Comment seront-ils formés ? Concernant les visites des PFMP, le protocole privilégie une visite in situ, or, à défaut d'être devenu des experts en protocole et d'avoir accès au protocole de chaque entreprise, comment les personnels peuvent-ils s'assurer du « strict respect du protocole sanitaire et des dispositions particulières que les structures d'accueil ont elles-mêmes mises en place » ? Dans le 1er degré, l'impossibilité de répartir les élèves des professeurs absents posent de sérieux problèmes d'organisation, que fait-on d'eux ? Appelle-t-on les parents ? Et en cas d'impossibilité ?

Madame la Rectrice, en tant que représentants des personnels nous sommes de simples porte-paroles, nous nous faisons l'écho de leurs inquiétudes et interrogations, de leurs revendications. Depuis plus d'un an maintenant, ce sont les mêmes qui vous ont été portées aux réunions extraordinaires de ce comité. Depuis plus d'un an, aucune revendication, aucune de leurs demandes n'ont été satisfaites, que ce soit au niveau des conditions de travail, des recrutements, de la suppressions des moyens, d'une revalorisation plus que méritée. Ils sont frappés de cette curieuse et rageante sensation d'avoir été projetés un an en arrière sans que rien n'ait évolué, ils sont pris d'une impression de gâchis, de pari fait sur leur santé au nom du service public et d'un intérêt général auxquels ils n'ont pas fait une seule fois défaut. La meilleure façon de les remercier, de les prendre au sérieux serait de répondre positivement à leurs revendications, c'est là un véritable pari du bon sens et, surtout, d'avenir.

Merci pour votre écoute.

Pour la FNEC-FP-FO
Pedro Sanchez